

Conseil National Economique, Social et Environnemental

المجلس الوطني الاقتصادي والاجتماعي والبيئي



« Financement de l'économie : la mobilisation des capitaux privés pour des investissements utiles »

Dimanche 18 juillet 2021

« Note conceptuelle »

Au siège de l'Ecole Supérieure d'Hôtellerie et de Restauration d'Alger - ESHRA, Ain Benian

SOMMAIRE

CONTEXTE	3
OBJECTIFS ASSIGNES	4
LES PRINCIPAUX POINTS SAILLANTS A ABORDER LORS DE CETTE RENCONTRE.....	5

CONTEXTE

Le séminaire sur le « *Financement de l'économie : la mobilisation des capitaux privés pour des investissements utiles* » prévu le dimanche 18 juillet 2021, au siège de l'Ecole Supérieure d'Hôtellerie et de Restauration d'Alger - ESHRA, Aïn Benian, s'inscrit dans le cadre de la nouvelle vision de la relance économique, prônée par les autorités publiques notamment pour ce qui concerne la poursuite de la stratégie de valorisation du potentiel industriel, le renforcement du programme d'investissements en infrastructures de base plus particulièrement dans les grands projets structurants, tous secteurs confondus et la promotion du secteur privé et sa contribution dans le financement de l'économie nationale.

Il y a lieu de noter que jusqu'à l'heure actuelle, l'économie nationale fait preuve de résilience, toutefois, dans un environnement international marqué par la persistance de cours pétroliers bas, l'Algérie est appelée à **transformer son modèle économique** afin de consolider la soutenabilité des équilibres interne et externe de son économie, en mobilisant les capitaux privés.

Il convient de rappeler la politique économique mise en œuvre, dès l'indépendance, a été construite sur la base de plans d'investissements centralisés financés sur fonds publics. Cette politique se fondait sur une allocation administrative des ressources financières et sur un système centralisé des prix qui n'a pas traduit la rareté relative des facteurs de production.

En effet, les crédits octroyés pour le financement du secteur public l'ont été à des taux déconnectés du marché. Cette situation rendait les variables monétaires et financières non significatives et seules les variables physiques étaient prises en compte. Ainsi, cette planification financière a réduit les banques à un rôle de caissier des entreprises publiques et de relais du Trésor.

Une politique d'assainissement profonde a également été mise en œuvre, afin de briser le cercle vicieux du surendettement des entreprises publiques, qui aboutissait à un gonflement important de la dette publique interne, supportée par le Trésor public.

A cet effet, le secteur privé joue un rôle crucial pour promouvoir un développement soutenable des économies. Il est en effet généralement acquis que l'entreprise crée de la richesse, génère des emplois et contribue au financement des grands projets de développement en Algérie.

Le secteur privé est plus susceptible, sur le moyen et long terme, de prendre les décisions les plus appropriées en matière de gestion de l'actif, car il n'est pas soumis aux aléas politiques. Il devrait être ainsi en mesure de « réduire au minimum les coûts tout au long du cycle de vie de l'actif et, en particulier, de déterminer le niveau approprié de dépenses d'investissement initiales qui permettra de maintenir les coûts de maintenance à un faible niveau sur le long terme ». ¹, selon les experts une entreprise privée aura davantage de motivations à « planifier au-delà de la phase de construction et à donner à l'infrastructure des caractéristiques qui faciliteront son exploitation ».

En effet, investir dans de grandes infrastructures est nécessaire au développement mais cela est complexe et requiert des engagements à long terme, la raison pour laquelle, le recours aux partenariats public privé (PPP) pour remplacer ou compléter la fourniture publique des infrastructures et le lancement des grands projets, dans le cadre du (PPP) est devenu courant ces dernières années.

¹ Grimsey et Lewis (2004)

Sur cette base, un partenariat doit être mis en place stratégiquement avec le secteur privé pour compléter les ressources de chaque partie, lorsque les ressources ne sont pas suffisantes pour atteindre un objectif commun et mutuellement bénéfique pour l'économie nationale.

Comment renforcer la contribution du secteur privé au financement des grands projets structurants et en améliorant le financement de l'économie nationale ?

Les partenariats publics-privés sont un type de collaboration entre deux entités à vocations organisationnelles différentes, qui entreprennent conjointement un projet. Les partenariats permettent à différentes personnes et organisations de se soutenir mutuellement en tirant parti, en combinant et en capitalisant leurs forces et leurs capacités complémentaires (Andrews & Entwistle, 2010; Kargol & Sokol, 2008). Ils requièrent des capacités financières et managériales adéquates, tant de la part du secteur public que du secteur privé afin de fournir et gérer efficacement ces grands projets en vue de la croissance économique du pays.

Selon Tim Jenkinson professeur de finances à l'Université d'Oxford « le secteur privé est probablement plus efficace pour évaluer les risques que le secteur public, et que, par conséquent, sa participation se traduit par une meilleure évaluation des investissements »²

OBJECTIFS ASSIGNES

L'objectif de cette rencontre est de mener une réflexion et de proposer aux Pouvoirs Publics gouvernement une feuille de route en vue de mettre en place une stratégie financière adaptée, afin de mobiliser des capitaux privés devant financer les grands projets, ce qui constitue l'essence même de la réforme du système de financement de l'économie algérienne, en droite ligne avec la volonté des autorités de renforcer la participation du secteur privé dans la dynamisation de l'économie nationale.

Dans le même sillage, voir comment impliquer le secteur privé pour être un partenaire stratégique au service du développement économique national, vu que la mobilisation de capitaux privés devra produire non seulement une valeur économique mais aussi une valeur sociale.

Cette rencontre va permettre à l'ensemble des parties prenantes (experts et chefs d'entreprises relevant du secteur privé, les grands groupes d'entreprise) de peaufiner cette approche qui vise, d'ores et déjà, à innover et à diversifier les modes de financement des projets porteurs, autre que les financements traditionnels tels que le financement sur budget de l'État.

Au final, le projet de redynamisation des modes de financements des grands investissements ne peut se réaliser sans l'implication des différentes partie-prenantes : les porteurs de projets, les business Angels, les marchés financiers, ...etc.

Ce séminaire vise à travers les communications et les débats y afférents à :

- Mener une réflexion autour de l'importance de la diversification des modes de financement des investissements productifs ;
- Recenser les différents modes de financement applicable au contexte algérien ;
- Contribuer à la promotion de financement par capitaux privés et étudier les contributions de chaque mode de financement privé et son impact sur les investissements porteurs ;
- S'inspirer des bonnes pratiques à l'international et les possibilités de leur adoption et adaptation au contexte algérien, telles que business Angels ou la levée de fonds ;
- Inciter les grandes entreprises à s'orienter vers l'intermédiation financière ;
- Mener une réflexion sur l'importance de la finance islamique, notamment pour le financement des grands projets ;

² Jenkinson, T. (2003), 'Private Finance', Oxford Review of Economic Policy, 19:2, p. 334.

- La clarification du rôle de l'Etat dans le processus de développement économique du fait qu'il intervienne à la fois en tant qu'administrateur, actionnaire et investisseur ;
- La reconfiguration du système bancaire en prenant appui sur un noyau dur de banques publiques assainies et modernisées (la révision de la loi sur la monnaie et le crédit) ;
- La levée des obstacles à la création, la circulation et la libre négociation des titres sur le marché par la régularisation simplifiée et constante des titres de propriété et de créance ;
- Encourager les fonds d'investissements et les opérateurs privés à s'investir davantage dans le financement de l'économie ;
- Le développement des marchés des capitaux en améliorant leur fluidité et leur flexibilité, ainsi que la diversification des produits financiers ;
- Encourager le Crowdfunding comme outil de financement d'innovation ;
- Encourager le Partenariat Public Privé (PPP) et étudier les cas des benchmarks internationaux des expériences réussies du PPP ;
- Assurer une meilleure allocation des ressources pour une économie plus ouverte et le financement de l'économie à travers le marché ;
- Œuvrer pour donner plus d'importance au partenariat financier et les sociétés de capital d'investissement et créer quelques modèles financiers pour certains secteurs comme le tourisme, l'agriculture, la pêche... ;
- Développer les produits de la finance islamique, notamment pour le financement des investissements à long terme ;
- Promouvoir le financement de fonds propre à long terme notamment pour les Startup et le lancement des FinLab sur la base des initiatives du secteur privé ;
- Mettre des mesures à la fois incitatives et coercitives afin d'organiser l'économie informelle et la faire intégrer, graduellement, dans le circuit officiel.

LES PRINCIPAUX POINTS SAILLANTS A ABORDER LORS DE CETTE RENCONTRE

- L'intermédiation monétaire des banques, ne peut à elle seule suffire pour le financement de toutes les activités économiques, comment faire impliquer les grands groupes industriels dans le financement des grands projets et le partage de risque. (Etat des lieux et pistes de réflexion) ;
- Voir de quelle manière les partenariats public-privé (PPP) peuvent être d'un apport dans la concrétisation des grands projets ;
- Quels sont les résultats visés par les pouvoirs publics et les bénéfices potentiels qu'ils s'efforcent d'atteindre en sollicitant, dans le cadre du financement de l'économie nationale, la contribution du secteur privé ?
- La mondialisation de l'économie exige de plus en plus, un redressement économique, et ce en s'appuyant sur divers modalités de financement, en l'occurrence, la promotion des financements privés, quelle est la tendance actuelle suivie par les pays émergents et les pays ayant la même configuration économique que l'Algérie (dont 98% du tissu industriels est représenté par des PME).